

Avec la décision du président Macron, de dissoudre l'Assemblée Nationale, **la perspective d'une prise du gouvernement par l'extrême-droite est désormais crédible.**

Macron et le bloc bourgeois à la tête du pays, en portent une lourde responsabilité. Ils n'ont pas cessé de jouer électoralement avec l'extrême-droite pour se maintenir au pouvoir, quitte à prendre le risque de lui laisser les clefs. Ils ont imposé avec toujours plus de violence, une politique de casse sociale au service des plus riches. Ils ont déjà **poussé loin l'autoritarisme et le racisme d'État** : lois sécuritaires et restrictions des libertés publiques, répression des mouvements sociaux et couverture des violences policières, loi «séparatisme», loi Darmanin... Ils ont souvent repris les codes de langage de l'extrême-droite pendant que les principaux médias, aux mains des grands capitalistes du pays, diffusaient son discours haineux à longueur de journées.

L'extrême-droite s'est nourrie de ce climat autoritaire, raciste et réactionnaire autant que de la désespérance sociale lié à la casse de nos droits et à la dégradation constante de nos conditions de vie et de travail.

Le fascisme, à jamais ennemi des travailleurs et travailleuses !

Si nous combattons sans relâche la bourgeoisie radicalisée incarnée par Macron, **nous mettons en garde les travailleur-euses : il n'y a pas de solution dans le fascisme !** Le vernis social de Le Pen est un leurre : que cela soit sur les retraites ou les salaires, ce sont toujours les mêmes recettes libérales qui sont proposées sans que cela dérange les intérêts des capitalistes. Son projet de société raciste et autoritaire, remet en cause les droits d'un grand nombre d'entre nous au nom d'une identité française fantasmée et divise notre camp pour le plus grand bénéfice de nos exploiters. **Profondément violent et antisyndical, son projet est contraire à nos valeurs de solidarité et d'égalité : nous devons le rejeter fermement !**

Notre avenir est dans nos luttes !

Face aux menaces lourdes pour nos droits et libertés, **l'unité la plus large est indispensable.** Pour nous, il ne s'agit pas de se laisser enfermer dans un quelconque « front républicain » ou de servir des alliances politiques de circonstance. **Le mouvement social et syndical doit pleinement assumer son autonomie et proposer sa propre alternative.**

C'est en faisant **monter les mobilisations collectives** dans la rue et sur nos lieux de travail, **par la grève et l'action syndicale**, avec des revendications claires et unifiantes, **que nous pouvons faire reculer le fascisme et le capitalisme !** Cela passe par l'affirmation, par notre classe, d'un **projet de transformation social clair**, en rupture avec l'ordre politique et économique actuel au service de la barbarie capitaliste.

Sur ces bases, la CNT-SO appelle à renforcer toutes les initiatives unitaires du mouvement social (manifestations, grèves...) contre le fascisme et pour la défense de nos intérêts de classe !

Lien vers le pdf : <https://cnt-so.org/wp-content/uploads/2024/06/Com-dissolution.pdf>